

III. — Les actions et prestations sociales

A. — La famille et l'enfance

Chronique, *Réflexions sur la loi du 1^{er} juillet 1996 relative à l'enfance délinquante*, par H. COLONNA D'ISTRIA _____ 154

B. — Les personnes malades

Actualité juridique, par Ph. P. _____ 165

Chronique, *La prise en charge par l'assurance maladie des frais de transport liés à une hospitalisation*, par Ph. PÉDROT _____ 171

C. — Les personnes handicapées.

D. — Les personnes âgées.

E. — Insertion professionnelle et sociale

Actualité juridique, par M. BADEL, I. DAUGAREILH, J.-P. LABORDE, R. LAFORE _____ 177

Chroniques

Les prestations sociales non contributives et les étrangers non communautaires, par I. DAUGAREILH _____ 189

Dignité de la personne, protection de la santé et reconduite à la frontière, note sous Conseil d'Etat, 13 mai 1996, *M. H.*, par F. MALLOL _____ 200

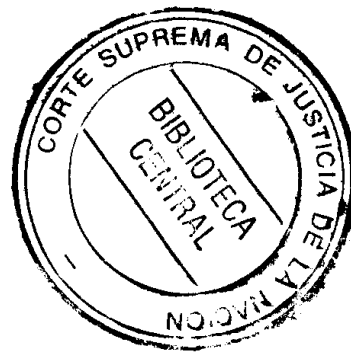
BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et revues, par E. ALFANDARI et autres _____ 207

BREVES INFORMATIONS _____

220

SOMMAIRE DU N° 1-1997



ARTICLE

F. MONÉGER, <i>Regard critique sur la réforme de l'adoption</i>	1
---	---

CHRONIQUES

Droit sanitaire

I. — Santé et médecine

A. — Santé publique

Actualité juridique, par J.-S. CAYLA	25
Chronique, <i>La notion de recherche biomédicale sur l'être humain à travers les textes et les comportements professionnels</i> , par A DE LAJARTRE	47

B. — Professions de santé.

II. — Pharmacie

Actualité juridique, par J.-M. AUBY et G. VIALA	69
Chronique, <i>De nouvelles règles pour la publicité pharmaceutique</i> (décret n° 96-531 du 14 juin 1996, JO 16 juin 1996), par G. VIALA	75

III. — Établissements de santé

A. — Système hospitalier

Chronique, <i>Créations de lits d'hospitalisation : conditions et conséquences du retrait d'une autorisation tacite</i> , note sous cour administrative d'appel de Paris 3 ^e ch. 5 nov. 1996, <i>Clinique Chanteraine c/ Centre hospitalier de Lagny</i> , par V. H.	84
--	----

B. — Etablissements de santé publics.

C. — Etablissements de santé privés

Actualité juridique, par G. M.	88
Chronique, <i>La responsabilité médicale de la clinique privée</i> , par G. MÉMETEAU	96

Droit social

I. — Les systèmes de protection sociale

A. — La sécurité sociale

Chronique, <i>Quels sont les avantages sociaux versés par un comité d'entreprise qui n'entrent pas dans l'assiette des cotisations sociales dues par l'employeur ?</i> , note sous Soc. 17 avr. 1996, <i>URSSAF de Lille</i> , par Th. LAMARCHE	104
---	-----

B. — L'aide et l'action sociales

Actualité juridique, par Ph. LIGNEAU	118
--	-----

C. — La mutualité.

II. — Les institutions sociales

A. — Les centres communaux d'action sociale.

B. — Les associations à objet sanitaire ou social

Actualité juridique, par E. ALFANDARI	124
---	-----

C. — Les établissements spécialisés

Actualité juridique, par J.-M. LHUILLIER	131
Chronique, <i>Vers une réforme de la loi du 30 juin 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales : la place nécessaire du citoyen</i> , par Ph. LIGNEAU	137

D. — Les professions sociales

Chronique, <i>Le refus par un département de recruter une assistante maternelle agréée</i> , conclusions sur Conseil d'Etat, 26 juill. 1996, <i>Département de la Moselle c/ Mme Weiland</i> , par Ch. MAUGÜÉ	149
---	-----

revue de droit sanitaire et social

HE EROTECA

Sala

Estante 2-84

F. Monéger

Regard critique sur la réforme de l'adoption.

A. de Lajarte

La notion de recherche biomédicale sur l'être humain à travers les textes et les comportements professionnels

G. Viala

De nouvelles règles pour la publicité pharmaceutique.

V. H.

Créations de lits d'hospitalisation : conditions et conséquences du retrait d'une autorisation tacite.
Note sous CAA, Paris, 5 nov. 1996.

G. Méméteau

La responsabilité médicale de la clinique privée.

Th. Lamarche

Quels sont les avantages sociaux versés par un comité d'entreprise qui n'entrent pas dans l'assiette des cotisations sociales dues par l'employeur.
Note sous Soc., 17 avr. 1996.

Ph. Ligneau

Vers une réforme de la loi du 30 juin 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales : la place nécessaire du citoyen.

Ch. Maugüe

Le refus par un département de recruter une assistante maternelle agréée.
Conclusions sur CE, 26 juill. 1996.

H. Colonna D'Istria

Réflexions sur la loi du 1^{er} juillet 1996 relative à l'enfance délinquante.

Ph. Pédrot

La prise en charge par l'assurance maladie des frais de transport liés à une hospitalisation.

I. Daugareilh

Les prestations sociales non contributives et les étrangers non communautaires.

F. Mallof

Dignité de la personne, protection de la santé et reconduite à la frontière.
Note sous CE, 13 mai 1996.

SIRIONS
EDITIONS